

ANNEXE 1 AU CCAP INSERTION SOCIALE

Article 1 : Les heures d'insertion

N° du lot	Intitulé du lot	Nombre d'heures d'insertion minimum exigé	Engagement du titulaire	Nombre d'heures d'insertion maximum
01	Soutènements - Terrassements - Renforcement de sol - Installations de chantier - Gros-œuvre - Façades en pierre - VRD	1575	Ces éléments seront complétés lors de la mise au point du marché en fonction de la proposition de l'attributaire.	1925
02	Couverture - Etanchéité	200		250
03	Menuiseries extérieures aluminium	130		160
04	Serrurerie - Métallerie	150		190
05	Cloisons - Doublages - Faux-plafonds	200		240
06	Menuiseries intérieures bois	250		300
07	Revêtements de sols durs & souples - Faïence	450		550
08	Peinture - Signalétique	40		50
09	CVC - Traitement d'air - Plomberie - Sanitaires	720		880
10	CFO - CFA - Installations photovoltaïques	330		400
11	Appareil élévateur	Sans objet LOT ACTION SOCIALE (cf. article 10)		
12	Traitement d'eau (Compris système ONSÉN)			
13	Equipements des bassins			
14	Equipements vestiaires cabines			
15	Aménagements paysagers	72	Ces éléments seront complétés lors de la mise au point du marché en fonction de la proposition de l'attributaire.	90
16	Système de récupération/traitement d'eau	Sans objet LOT ACTION SOCIALE (cf. article 10)		

Article 2 : Publics éligibles

Le dispositif mis en place favorise l'accès ou le retour à l'emploi de personnes qui en sont éloignées et qui rencontrent des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Les publics suivants sont éligibles à la clause d'insertion sous réserve que l'éligibilité de chaque personne soit validée préalablement à la mise en emploi par le chargé de mission « clause d'insertion » indiqué à l'article 5 de cette annexe :

- Les allocataires du RSA ;
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du Travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA), de l'allocation Adulte Handicapés (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- Les jeunes de moins de 26 ans : sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Les personnes prises en charge par les Structures d'Insertion par l'Activité Économique désignées à l'article L5132-4 du code du travail (Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion, chantiers et entreprises d'insertion, associations intermédiaires...) ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle.

Outre ces publics, le chargé de mission « clause d'insertion » d'Euroméditerranée et/ ou le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, de Cap emploi, des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH), du Dispositif d'Accompagnement Individualisé à l'Emploi (DAIE), des Missions Locales, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), Action Intermédiaire pour un Accès Durable à l'Emploi (ACIADE).

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

Article 3 : La durée d'éligibilité des publics et la comptabilisation des heures

A compter de sa première embauche dans une entreprise dans le cadre d'une clause d'insertion, la personne recrutée reste éligible au dispositif des clauses d'insertion pour une durée de 24 mois.

Article 4 : Les modalités de mise en œuvre de l'action

Le titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés dans les documents particuliers du marché. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché.

Les heures d'insertion peuvent être réalisées sur le chantier mais également dans les locaux de l'entreprise attributaire sous réserve de validation par le Responsable du Pôle Clauses Sociales Emergences.

Elles peuvent donc s'appliquer à des emplois de chantier mais également à des postes administratifs,

d'agent d'entretien, d'accueil, de gardiennage, etc. toujours en rapport avec l'objet du marché. Cette seconde série d'emplois est, notamment mais pas exclusivement, prévue pour promouvoir le recrutement de personnel féminin.

Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- 1^{ère} modalité : embauche directe par le titulaire
 - En CDD ou CDI
 - En contrats d'alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage)
- 2^{ème} modalité : mise à disposition de salariés par l'intermédiaire :
 - D'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI)
 - D'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT)
 - D'une Entreprise de Travail Temporaire (ETT)
 - D'une Association Intermédiaire (AI)
 - D'un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ)
- 3^{ème} modalité : recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec :
 - Une Entreprise d'Insertion (EI)
 - Un Chantier d'Insertion (CI)
 - Une Entreprise Adaptée (AE)
 - Un Etablissement ou Service d'Aide par le Travail (ESAT)
 - Une Entreprise d'Insertion par le Travail Indépendant (EITI)
 - Un Travailleur Indépendant Handicapé (TIH)
- 4^{ème} modalité : actions de formation :

Le titulaire peut réserver une part des heures d'insertion définies à l'article 1 comme condition d'exécution de son marché à une action de formation réalisée selon l'une des trois modalités définies ci-dessous :

1. Module de formation externe à l'entreprise :
Formation délivrée par un organisme de formation habilité.
2. Module de formation interne à l'entreprise, le tutorat
Formation délivrée par un salarié missionné de l'entreprise (le titulaire devra dans ce cas établir et rédiger un contenu détaillé de la formation et les périodes de formation feront l'objet d'émargement de la part du salarié en insertion).
3. Formation en alternance

Article 5 : Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion, un dispositif d'accompagnement a été mis en place par Euroméditerranée.

Nous vous invitons à prendre contact, **dès notification du présent marché**, avec les personnes en

charge de la clause d'insertion :

Magali FAUVET

Chargée de mission EMPLOI-INSERTION – Maitrise d'ouvrage EPAEM

magali.fauvet@euromediterranee.fr

ET

Le facilitateur qui assure la mise en application de la clause sur les opérations d'Euroméditerranée et coordonne la mise en parcours des bénéficiaires :

Pour la mise en œuvre opérationnelle des clauses et le suivi :

Johan TILMANT

Responsable du Pôle Clauses Sociales Emergences

jtilmant@emergences-asso.fr

Article 6 : Globaliser les heures d'insertion

Dans l'hypothèse où une entreprise est confrontée à la mise en œuvre d'une clause d'insertion dans plusieurs marchés, émanant d'un ou plusieurs maîtres d'ouvrages, et qu'elle souhaite ne recruter qu'une seule personne qui réalise les heures sur tous les chantiers ou sur un seul chantier, elle peut demander la globalisation de ses heures d'insertion.

Pour cela, elle adresse une demande au chargé de mission « clause d'insertion » préalablement à la prise de poste du salarié. Elle peut être déclarée recevable dans la mesure où cette demande :

- Est favorable au parcours du salarié en insertion
- Reçoit l'accord de tous les maîtres d'ouvrage concernés
- Concerne une personne dont l'éligibilité a été validée (cf. article 2)

Article 7 : Les difficultés pouvant entraîner l'annulation ou la suspension des obligations liées à la clause d'insertion

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle ou à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou encore à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur dispense l'entreprise attributaire de son engagement d'exécution de la clause d'insertion. Cette dispense reste subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés transmis à la DIRECCTE ou au juge.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander, par courrier recommandé, au pouvoir adjudicateur la suspension ou la suppression de la clause d'insertion.

Enfin, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier, courriel) le chargé de mission « clause d'insertion » dont les coordonnées sont indiquées à l'article 5 de la présente annexe au CCAP.

Article 8 : Les modalités de contrôle

Le titulaire fournit mensuellement tous les renseignements nécessaires au contrôle de l'exécution de la clause d'insertion au facilitateur ci-dessus désigné. Les pièces demandées sont :

- le relevé mensuel des heures réalisées
- la copie des fiches de paie.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec la ou les entreprises attributaires.

À l'issue de l'exécution du marché, il peut être procédé, à la demande du maître d'ouvrage, au bilan de l'action d'insertion. Ce bilan indiquera notamment la situation des personnes intégrées au regard de leur nouveau statut, de la formation acquise.

Article 9 : Les pénalités

Les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action doivent être transmis au facilitateur durant la première quinzaine de chaque mois.

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, l'entreprise se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 3.2.3 du CCAP.

Article 9 : Actions sociales

Pour les lots non concernés par les heures d'insertion sociale par l'emploi, il est attendu une action sociale pour selon les modalités suivantes :

- **IMMERSION PROFESSIONNELLE**

Cette action vise à accueillir un stagiaire dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pour une période définie dans le cadre d'une convention de stage. La mise en place de l'immersion se fera soit :

- Par l'accueil d'un demandeur d'emploi jeunes ou adultes dans le cadre de Période de Mise en Situation en Milieu Professionnel (PMSMP) d'une durée de 35 heures. Convention avec le Service Public de l'emploi.
- Par l'accueil d'un public jeune étudiant, en lien avec un établissement universitaire ou assimilé local, dans le cadre d'une convention de stage d'un mois ou 151 heures.

Les offres de stage seront obligatoirement communiquées à la structure facilitatrice.

- **ACTION DECOUVERTE METIER**

L'entreprise titulaire s'engage à organiser en direction d'un groupe de 5 personnes minimum dont l'éligibilité a été validée par le dispositif d'accompagnement des clauses sociales cité infra, pouvant se décliner de plusieurs manières :

- Visite d'entreprise.
- Rencontre entreprise / demandeurs d'emplois dans les locaux de l'entreprise ou tout autre lieu dédié à l'action.

L'organisation est à mettre en place en collaboration avec les facilitateurs des clauses Sociales.

Exemple de justificatifs à produire en phase d'exécution du marché :

- Communication préalable,
- Supports de présentation,
- Feuilles d'émargement...